

Unité départementale des Côtes d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 PLERIN

PLERIN, le 2 décembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/11/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VITALAC SA

48 rue Principale
22160 CARNOËT

Code AIOT : 0005500030

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/11/2022 dans l'établissement VITALAC SA implanté 48 rue Principale 22160 CARNOËT. L'inspection a été annoncée le 04/07/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite a été effectuée afin d'établir si les travaux et mesures nécessaires pour lever les observations faites lors de la précédente inspection (datée du 11 mars 2020) avaient bien été mis en oeuvre.

L'inspection avait également pour objet d'identifier les installations industrielles situées dans une zone de 100 m autour de l'établissement et susceptibles d'avoir un impact sur le site VITALAC en cas d'incident (action nationale post-Lubrizol).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VITALAC SA
- 48 rue Principale 22160 CARNOËT
- Code AIOT : 0005500030
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- Ied : Non

Le site de la société VITALAC à Carnoët est spécialisé dans la fabrication d'aliments pour animaux. Il relève du régime de l'autorisation au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'Environnement et du statut SEVESO seuil bas (par la règle des cumuls). Il est actuellement régi par un arrêté préfectoral en date du 2 mars 2017.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Situation administrative et mise à jour de l'étude des dangers,
- Etiquetage des produits dangereux,
- Rétenion et incompatibilités entre produits,
- Prévention des risques de surpression / d'incendie,
- Mise en conformité des matériels en atmosphère ATEX,
- Contrôle des installations électriques,
- Systèmes de détection incendie et sondes de température,
- Installations de protection contre la foudre,
- Politique de prévention des accidents majeurs,
- Action nationale 100 m – Post Lubrizol.

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	Etude des dangers	Code de l'environnement du 26/01/2017, article L. 181-25
3	Etiquetage des produits dangereux	Arrêté Préfectoral du 02/03/2017, article 6.1.2
4	Rétention / incompatibilités entre produits	Arrêté Préfectoral du 02/03/2017, article 8.4.1
5	Prévention des effets de surpression	Arrêté Préfectoral du 02/03/2017, article 8.1.6
6	Atmosphère ATEX	Arrêté Préfectoral du 02/03/2017, article 8.3.1
11	Politique de Prévention des Accidents Majeurs (PPAM)	Arrêté Préfectoral du 02/03/2017, article 8.8

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 02/03/2017, article 1.2.1
7	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 02/03/2017, article 8.3.2
8	Détection incendie	Arrêté Préfectoral du 02/03/2017, article 8.3.4
9	Détection : sondes de température	Arrêté Préfectoral du 02/03/2017, article 8.3.4
10	Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 02/03/2017, article 8.3.6. D
12	Action nationale 100 m post-Lubrizol	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 515-90

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société VITALAC a mis en place des actions correctives permettant de répondre à l'essentiel des observations faites en 2020 lors de la précédente inspection.

La présente visite a cependant mis en évidence que certains travaux doivent être poursuivis pour solder l'ensemble des constats faits précédemment. Il s'agit en particulier :

- de la remise d'une étude des dangers actualisée avant la fin d'année 2022,
- de l'étiquetage des cuves situées en zone "Liquide" (unité 2) conformément au règlement CLP,
- d'une évaluation de l'incidence des potentielles incompatibilités résultant du stockage de ces différents produits liquides au sein d'une même rétention,
- de la poursuite des travaux d'implantation des déports de sangles au sein des installations le nécessitant,
- de la poursuite des travaux de mise en conformité des matériels en zones ATEX et de la remise d'un bilan annuel de réalisation à chaque fin d'année jusqu'en 2025,
- de la diffusion auprès du personnel de l'établissement de la Politique de Prévention des Accidents Majeurs (PPAM). Celle-ci devra également être soumise pour avis au CSE de l'entreprise.

L'inspection note par ailleurs qu'elle n'a pas identifié au cours de sa visite d'établissements industriels situés à proximité du site VITALAC (rayon de 100 m autour du périmètre ICPE) et susceptibles d'avoir un impact sur le site VITALAC en cas d'incident (action nationale post-Lubrizol).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/03/2017, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Classement ICPE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'arrêté préfectoral du 2 mars 2017 prévoit que les installations et activités du site sont en particulier classées à Autorisation sous deux rubriques de la nomenclature ICPE : - Rubrique n° 2260-2a : Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensachage, pulvérisation, trituration, granulation, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage, décortication ou séchage par contact direct avec les gaz de combustion des substances végétales et de tous produits organiques naturels. Puissance installée des machines fixes : 963 kW - Rubrique n° 2515-1a : Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation. Puissance installée des machines fixes : 1 100 kW Le site relève par ailleurs du statut SEVESO seuil bas au cumul (rubrique 4001) en lien avec la présence sur le site de produits dangereux pour l'environnement (rubriques n° 4510 et 4511).
Constats : Le site est désormais soumis à Enregistrement au titre des rubriques 2260 et 2515 (modifications de la nomenclature) mais reste Seveso seuil bas (donc soumis à Autorisation préfectorale) selon les éléments transmis lors du dernier recensement SEVESO réalisé fin 2020. L'exploitant a cependant fait part à l'inspection de son intention de descendre en dessous du seuil SEVESO en revoyant à la baisse les quantités de produits dangereux présents sur son site. L'étude des dangers attendue viendra confirmer cet engagement. Par ailleurs, dans l'objectif d'optimiser ses performances lors des opérations de broyage et de diminuer sa consommation d'électricité, le site se dotera en 2023 d'un nouveau broyeur. La ligne de broyage existante sera ainsi intégralement remplacée et certains aménagements connexes réalisés. La capacité de production restera cependant inchangée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Etude des dangers

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/01/2017, article L. 181-25
Thème(s) : Risques accidentels, Actualisation de l'étude des dangers
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>Le demandeur fournit une étude de dangers qui précise les risques auxquels l'installation peut exposer, directement ou indirectement, les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 en cas d'accident, que la cause soit interne ou externe à l'installation.</p> <p>Le contenu de l'étude de dangers doit être en relation avec l'importance des risques engendrés par l'installation.</p> <p>En tant que de besoin, cette étude donne lieu à une analyse de risques qui prend en compte la probabilité d'occurrence, la cinétique et la gravité des accidents potentiels selon une méthodologie qu'elle explicite.</p> <p>Elle définit et justifie les mesures propres à réduire la probabilité et les effets de ces accidents.</p>
Constats : <p>L'inspection réalisée en 2020 avait identifié que deux études de dangers avaient été réalisées mais selon des modalités différentes et par deux bureaux d'études distincts :</p> <ul style="list-style-type: none">- Etude APAVE - avril 2014 (version D) dans le cadre du dossier de régularisation ;- Etude SNC LAVALIN – octobre 2015 (version D) relative à un projet d'extension (nouvelle ligne de production et réaménagement des stockages de MP et PF) <p>Les deux grilles MMR (Mesures de Maîtrise des Risques) ont été élaborées avec des méthodologies différentes, sans cohérence entre elles dans la cotation des événements dangereux (notamment en termes de gravité, avec la prise en compte ou non du personnel du site dans la comptabilité des cibles selon le cas).</p> <p>L'inspection a donc demandé à la société VITALAC d'actualiser son étude des dangers en réalisant un seul document autoportant respectant la méthodologie de l'arrêté du 29/09/2005 pour l'ensemble de son site.</p> <p>L'étude est en cours de finalisation par le bureau d'études EDEIS : la société VITALAC s'est engagée à la remettre à l'inspection avant le 31 décembre 2022.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Etiquetage des produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/03/2017, article 6.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Etiquetage des produits dangereux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les fûts, réservoirs et autre emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances et mélanges, et s'il y a lieu, les éléments d'étiquetage conformément au règlement n°1272/2008 dit CLP ou le cas échéant par la réglementation sectorielle applicable aux produits considérés.
Constats : L'inspection a constaté au cours de la visite réalisée en 2020 l'absence d'étiquetage adapté sur le GRV contenant de l'acétate d'isoamyle (liquide inflammable de catégorie 3, mention de danger H226) au sein du nouvel atelier abritant les produits liquides. Elle avait donc demandé à la société VITALAC de procéder à un étiquetage adapté du conteneur concerné (Règlement CLP) dans les meilleurs délais. Dans sa réponse datée du 17 juillet 2020, la société VITALAC indiquait avoir réalisé l'étiquetage de ce conteneur en conformité avec le règlement CLP. L'inspection réalisée en 2022 a permis de constater que cette non-conformité avait effectivement été soldée. Au sein de l'atelier "Liquide" (Unité 2), une zone de rétention accueille une douzaine de réservoirs de capacités allant de 50 à 75 m3 et comprenant, pour certains, des produits dangereux. Le nom de chaque produit figure sur le réservoir correspondant mais l'étiquetage n'est pas réalisé selon le règlement CLP (pictogrammes de dangers absents en particulier). La société VITALAC procèdera à l'étiquetage réglementaire des réservoirs de l'unité 2 contenant des produits dangereux en conformité avec le règlement CLP.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Rétention / incompatibilités entre produits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/03/2017, article 8.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Compatibilité des produits dangereux entre eux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.
Constats : Au sein de l'unité 2 (appelée atelier "Liquides"), une douzaine de réservoirs sont associés à une même rétention. Certains de ces produits sont considérés comme dangereux et devront être étiquetés comme tels (voir constat précédent). Le cas échéant, le calcul du cumul SEVESO de l'établissement, en lien avec la présence de ces produits dangereux, devra être réalisé et transmis à l'inspection, en tenant compte des capacités maximales de stockage de ces produits susceptibles d'être présentes sur le site. L'inspection demande par ailleurs à la société VITALAC d'évaluer, dans le cadre de l'étude des dangers qui doit être remise à l'inspection avant la fin d'année 2022, l'incidence des potentielles incompatibilités résultant du stockage de ces différents produits au sein d'une même rétention.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Prévention des effets de surpression

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/03/2017, article 8.1.6
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi des préconisations de l'EDD
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers. L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers.
Constats : L'étude des dangers réalisée par l'APAVE en 2014 a émis des préconisations pour éviter les effets dominos de surpression. Parmi ces préconisations figurent notamment : <ul style="list-style-type: none">• la mise en place d'une aspiration sur l'élévateur E1 en amont du broyage (à double asservissement) ;• la mise en place d'un dispositif de détection de déport de sangles sur tous les élévateurs ;• l'implantation de sondes de température dans le conduit d'aspiration associé au broyeur et aux refroidisseurs. L'inspection a demandé à la société VITALAC, suite à sa visite en 2020, de mettre en œuvre l'ensemble des préconisations décrites ci-dessus et présentes dans son étude des dangers (Étude APAVE - avril 2014 version D). Un plan d'actions précisant le planning de réalisation des travaux à effectuer devait être joint à la réponse apportée. Dans sa réponse datée du 17/07/2020, la société VITALAC indiquait qu'elle procéderait : <ul style="list-style-type: none">- à la mise en place d'un dispositif de détection de déport de sangles sur tous les élévateurs : les travaux ont débuté (20 déports de sangles commandés et reçus en septembre 2022) et vont s'échelonner jusqu'en mars 2023.- à l'implantation de sondes de température dans le conduit d'aspiration associé au broyeur et aux refroidisseurs : trois sondes de températures ont donc été installées dans les gaines de ventilation (refroidisseurs presses 1 et 2 et broyeur). Dans l'évaluation des risques réalisée au sein de la nouvelle étude des dangers, la mise en place d'une aspiration sur l'élévateur E1 n'a pas été retenue : à ce stade de la fabrication, la matière première est en effet présente sous forme de grains et n'est pas encore broyé, le risque a donc été considéré comme moindre. Cette solution n'a donc pas été retenue in fine. L'inspection demande donc à l'exploitant de poursuivre les travaux engagés s'agissant de l'implantation des déports de sangles pour une réalisation effective au 31 mars 2023 pour l'ensemble des installations concernées.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/03/2017, article 8.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Atmosphère atex
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 8.1.1. et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions du décret du 19 novembre 1996 modifié, relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible. [...] Un suivi annuel de la conformité des zones ATEX doit être réalisé et permettra de suivre l'avancement des travaux de mise en conformité.</p>
<p>Constats :</p> <p>La société VITALAC a procédé à une mise à jour du zonage ATEX de l'établissement en avril 2015 (Rapport APAVE n° 14476306/PR0038 – version 3).</p> <p>Suite à la visite d'inspection réalisée en 2020, l'inspection demandait qu'un état des lieux de la conformité des matériels en zones ATEX pour l'ensemble du site soit effectué, ainsi qu'un planning de mise en conformité pour les travaux correspondants.</p> <p>La société VITALAC a procédé en juillet 2020 à une évaluation de l'adéquation des équipements en zone à risque d'explosion au sein de l'unité 1. Le rapport correspondant (daté du 29/07/2020) met en évidence d'importants travaux à réaliser pour mettre en conformité les installations. Ceux-ci ont fait l'objet d'un planning de travaux échelonnés sur plusieurs années (jusqu'en 2025) dont le suivi est réalisé en interne.</p> <p>Par ailleurs, un prestataire a été missionné pour réaliser cette même évaluation au sein de l'extension abritant l'atelier « Liquide » (unité 2) en janvier 2021. Le rapport établi (Réf. 20533284/EL0058 du 27/01/2021) a été communiqué à l'inspection en réponse à l'observation faite en 2020. Les préconisations issues de ce rapport prévoient des mesures organisationnelles et techniques destinées à prévenir les risques d'explosion.</p> <p>Un suivi de ces préconisations est réalisé en interne : les travaux prévus en 2022 ont bien été réalisés selon les informations fournies par l'exploitant le jour de la visite.</p> <p>La mise en conformité des matériels en zones ATEX sur l'unité 1 doit se poursuivre au cours des années à venir. L'inspection demande à ce qu'un bilan annuel lui soit transmis à chaque fin d'année afin d'évaluer si les engagements pris par la société VITALAC en la matière sont tenus.</p> <p>Pour mémoire, l'essentiel des investissements envisagés doit avoir lieu au cours de l'année 2023 avec un budget prévisionnel de travaux (incluant l'installation de la nouvelle ligne de broyage) évalué à 950 000 €.</p> <p>En 2024 : 200 000 € En 2025 : 450 000 €</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/03/2017, article 8.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur.</p> <p>Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification.</p> <p>Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite réalisée en 2020, l'inspection avait noté que la dernière vérification des installations électriques réalisée par l'APAVE datait de juillet 2019 (rapport correspondant communiqué à l'inspection). Il faisait état de non-conformités (parfois récurrentes) mais n'entraînant pas de dangers pouvant générer un risque d'incendie ou d'explosion selon les conclusions du vérificateur.</p> <p>Par ailleurs, le suivi des observations formulées ne faisait pas l'objet d'un enregistrement adapté au sein de l'établissement.</p> <p>L'inspection a ainsi demandé à la société VITALAC de réaliser les travaux et mesures permettant de lever les observations formulées par le prestataire avant que le prochain contrôle n'ait lieu. La société VITALAC devait également préciser à l'inspection les modalités du suivi de ces observations au sein de son établissement.</p> <p>La société VITALAC a transmis à l'inspection le dernier rapport de contrôle de l'APAVE réalisé du 26/09/2022 au 29/09/2022. La vérification vise l'ensemble des installations de l'établissement et a mis en évidence une seule observation résiduelle : les travaux permettant sa levée seront réalisés au mois de décembre 2022, selon l'engagement pris par l'exploitant, car ils nécessitent une coupure générale de l'alimentation du site.</p> <p>Le suivi des observations faites par le prestataire ayant procédé au contrôle est désormais réalisé via un tableur de type Excel au sein de l'établissement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/03/2017, article 8.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Système de détection
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les locaux électriques de l'usine, la salle de contrôle, la salle de réception et les stockages de matières premières et de produits finis sont équipés d'une détection automatique d'incendie. » L'exploitant organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>De précédentes inspections ont permis d'établir la présence d'une détection incendie dans les locaux électriques (TGBT 1 et 2), dans les salles de contrôle des deux unités, dans la salle de réception vrac, à l'expédition, mais aussi dans les stockages de Matières premières et de produits finis.</p> <p>Suite aux interventions de la société CHUBB en 2019, en charge de la maintenance de ces systèmes de détection, les compte-rendus établis ne permettaient pas clairement d'identifier quels asservissements avaient été testés lors des contrôles effectués (alarme visuelle/sonore ?, nombre de détecteurs testés, portes coupe-feu, ventitest, extinction dans local TGBT en particulier).</p> <p>L'inspection demandait donc en 2020 à ce que les contrôles réalisés sur la détection incendie soient explicités pour s'assurer que l'ensemble des détecteurs et asservissements soit effectivement testé.</p> <p>En particulier, le test de fonctionnement de la vanne de confinement suite au déclenchement de la détection devait également être réalisé et tracé au cours des contrôles effectués.</p> <p>L'inspection a dressé les constats suivants lors de la présente visite :</p> <p>Portes coupe-feu : les porte disposent de leur détection propre dont le contrôle est réalisé annuellement par la société BORNIA. Le bon fonctionnement des portes elle-mêmes est testé au cours de cet essai annuel (dernier test réalisé au cours de la semaine 14) ;</p> <p>Alarme sonore : elle est testée une fois par an par la société CHUBB qui réalise le contrôle semestrielle de la détection par ailleurs ; au cours d'une année, l'un des contrôles teste l'ensemble des détecteurs, le suivant un détecteur par zone seulement ;</p> <p>Ventitest (dans le local TGBT) : le test d'étanchéité (extinction automatique à gaz) est réalisé chaque année par la société CHUBB (dernier test effectué le 07/09/2022).</p> <p>La société VITALAC réalise par ailleurs chaque trimestre un test de fonctionnement de la vanne de confinement située en aval du bassin : ces essais ne font cependant pas l'objet d'enregistrements à ce jour, ce qui devra être réalisé à l'avenir.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Détection : sondes de température

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/03/2017, article 8.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des sondes de T
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des sondes de température sont présentes dans les trémies sous broyeur et dans les refroidisseurs. En cas de dépassement de la température critique, les installations et leur alimentation s'arrêtent automatiquement (fermeture des écluses) ainsi que le ventilateur du filtre (de manière à protéger les filtres d'un incendie puis d'une explosion). [...] L'exploitant organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'inspection réalisée en 2017 avait mis en évidence que des sondes de températures étaient présentes au niveau de la trémie sous broyeur et des 2 refroidisseurs (avec report en salle de commande). Un étalonnage de ces sondes est réalisé annuellement : il comprend, pour les deux refroidisseurs, un test de l'arrêt des équipements en cas de dépassement des consignes de température. Les compte-rendus établis ne permettent cependant pas d'établir si la fermeture des écluses est effective lors de ces tests, si leur alimentation est elle aussi stoppée ou si les ventilateurs associés aux filtres sont également arrêtés. S'agissant de la sonde située dans la trémie sous le broyeur, la fiche de contrôle ne mentionne pas le test de l'arrêt des équipements en cas de dépassement des seuils critiques. La société VITALAC devait donc s'assurer, lors de prochains contrôles réalisés sur les sondes de température, que l'ensemble des installations et de leur alimentation (+ ventilateurs associés) était bien testé au cours du contrôle effectué. Le cas de la sonde dans la trémie sous broyeur devait être en particulier examiné pour s'assurer que l'asservissement (arrêt des installations) était régulièrement testé. Les derniers compte-rendus d'intervention réalisés par la société PGC Métrologie en juin 2022 sur ces équipements précisent désormais que le contrôle des asservissements est effectué (arrêt de l'appareil, de l'écluse, de l'alimentation et du ventilateur notamment). Par ailleurs, l'arrêté prévoit un contrôle semestriel et non annuel de ces sondes : l'exploitant s'est donc engagé à modifier à l'avenir la fréquence des contrôles effectués pour se conformer aux dispositions prévues par son arrêté préfectoral.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/03/2017, article 8.3.6. D
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des installations foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3.</p> <p>Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois. L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection réalisée en 2020 avait permis d'établir le bilan suivant :</p> <p>L'analyse du risque foudre a été réalisée en mars 2015, suivie d'une étude technique en mai 2017. La première vérification complète n'a cependant été réalisée qu'en mars 2020 par l'APAVE : elle met en évidence la nécessité de remplacer l'un des parafoindres (situé au niveau du TGBT n° 2). Par ailleurs la vérification effectuée conclut à la non-nécessité d'installer sur le site des dispositifs d'enregistrement des agressions de la foudre. Le carnet de bord ainsi que la notice de vérification ont par ailleurs été mis à la disposition de l'inspection.</p> <p>L'inspection avait donc demandé en 2020 à ce que le remplacement du parafoindre soit réalisé afin que les installations soient mises en conformité avec la réglementation applicable. La société VITALAC devait par ailleurs préciser quelles dispositions organisationnelles elle mettait en place pour s'assurer que le contrôle annuel des installations de protection contre la foudre soit bien réalisé.</p> <p>Dans sa réponse datée du 10/08/2021, la société VITALAC a transmis à l'inspection : - le rapport de vérification visuelle « Foudre » établi par l'APAVE suite au contrôle réalisé le 01/06/2021. Ce dernier ne mentionne aucune observation ; - le rapport de vérification complète des installations de protection contre la foudre réalisée le 06/10/2022 : ce dernier ne mentionne aucune observation.</p> <p>Le carnet de bord a été complété avec les dates des différents contrôles effectués ces dernières années. Il met en évidence que la périodicité requise (pas plus d'un an entre deux vérifications) n'est pas toujours respectée (durée moyenne observée entre deux contrôles : un an et trois mois) L'exploitant dispose aujourd'hui d'un tableau de suivi des contrôles réglementaires à réaliser : l'inspection sera donc attentive à ce que ce système de suivi permette à l'avenir le respect de la périodicité imposée pour ces contrôles.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Politique de Prévention des Accidents Majeurs (PPAM)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/03/2017, article 8.8
Thème(s) : Risques accidentels, PPAM
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant élabore, dans un délai maximal d'un an à compter de la mise en service des installations autorisées par le présent arrêté, un document écrit définissant sa politique de prévention des accidents majeurs. Cette politique est conçue pour assurer un niveau élevé de protection de la santé publique et de l'environnement et est proportionnée aux risques d'accidents majeurs. Elle inclut les objectifs globaux et les principes d'action de l'exploitant, le rôle et l'organisation des responsables au sein de la direction, ainsi que l'engagement d'améliorer en permanence la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs.</p> <p>Cette politique est réexaminée au moins tous les cinq ans et mise à jour si nécessaire. Le document définissant la politique de prévention des accidents majeurs ainsi que les réexamens périodiques dont il fait l'objet sont soumis à l'avis du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail prévu à l'article L.4611-1 du code du travail.</p>
Constats : <p>Le document communiqué à l'inspection en 2020 (réf. PRO 08006 version A – 06/11/2019) ne répondait pas à l'ensemble des préconisations figurant ci-contre et devait en conséquence être revu.</p> <p>Un nouveau document a donc été élaboré en date du 10 juin 2022 en conformité avec les exigences réglementaires : elle a en particulier été signée par le président directeur général de l'entreprise.</p> <p>Ce document doit désormais être référencé dans les documents de l'entreprise (système Qualité par exemple) et soumis à l'avis du CSE (Comité Social et Économique). Il doit être diffusé par tout moyen jugé utile auprès du personnel de l'établissement.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 515-90
Thème(s) : Risques accidentels, Action nationale 100 m post-Lubrizol
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lorsque le Préfet dispose d'informations complémentaires à celles fournies par l'exploitant en ce qui concerne l'environnement immédiat de l'établissement, il met ces informations à la disposition de l'exploitant. Ces informations comprennent, lorsqu'elles sont disponibles, les coordonnées d'établissements voisins, sites industriels, zones et aménagements. L'exploitant en tient compte pour compléter ou mettre à jour les facteurs susceptibles d'être à l'origine, ou d'accroître le risque ou les conséquences d'un accident majeur et d'effets domino.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site de la société VITALAC est entouré de parcelles agricoles, hormis dans sa partie sud où elle jouxte le bourg de Carnoët.</p> <p>L'examen des activités situées à proximité de l'établissement (rayon de 100 m autour des limites de propriété) a donné lieu à la réalisation d'une cartographie qui figure en annexe : aucune activité industrielle n'a été identifiée aux abords du site, aucune zone ou autre aménagement susceptible d'être à l'origine ou d'accroître le risque ou les conséquences d'un accident majeur sur le site de VITALAC par effet domino n'a été vu au cours de la visite effectuée.</p> <p>L'environnement au sud est composé de maisons particulières, jardins, abris ou hangars privés détenus par des particuliers qui n'étaient pas accessibles. Certains ERP (écoles, mairie, salle municipale etc) se trouvent dans la zone des 100 m au sud du site.</p> <p>Ces constats viennent confirmer les recensements réalisés lors des précédentes études de dangers (2014/2015) où aucun établissement industriel voisin n'avait été identifié et/ou retenu comme agresseur potentiel.</p> <p>Un nouvel état des lieux devra être réalisé dans le cadre de l'étude des dangers qui sera remise à l'inspection avant la fin d'année 2022.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Annexe confidentielle

Non communicable au public

Nature du caractère confidentiel :

- ☒ Information sensible (1)
- ☐ Secret industriel
- ☐ Autres : préciser

(1) Information sensible non communicable pouvant faciliter la commission d'acte de malveillance (cf. note ministérielle du 20 février 2018 et instruction du gouvernement du 06 novembre 2017). Exemples : localisation des barrières de sécurité, localisation des stocks de produits dangereux...

Pour chaque point de contrôle dont le bloc de confidentialité est complété :

Nom du point de contrôle : Rétention / incompatibilités entre produits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/03/2017, article 8.4.1

Information confidentielle :

Au sein de l'unité 2 (appelée atelier "Liquides"), une douzaine de réservoirs sont associés à une même rétention.

L'inspection a ainsi identifié :

- un réservoir de 50 m3 d'huile de colza,
- un réservoir de 50 m3 d'eau,
- un réservoir de 50 m3 de glycérol,
- un réservoir de 50 m3 de mélasse,
- un réservoir de 50 m3 de monopropylène glycol,
- un réservoir de 50 m3 de Sorbitol,
- un réservoir de 50 m3 d'acide propionique,
- un réservoir de 50 m3 d'acide lactique,
- un réservoir de 50 m3 d'acide formique,
- un réservoir de 50 m3 d'acide phosphorique,
- deux réservoirs de 75 m3 d'acide formique tamponné.

Certains de ces produits sont considérés comme dangereux et devront être étiquetés comme tels (voir constat précédent). Le cas échéant, le calcul du cumul SEVESO de l'établissement, en lien avec la présence de ces produits dangereux, devra être réalisé et transmis à l'inspection, en tenant compte des capacités maximales de stockage de ces produits susceptibles d'être présentes sur le site.

L'inspection demande par ailleurs à la société VITALAC d'évaluer, dans le cadre de l'étude des dangers qui doit être remise à l'inspection avant la fin d'année 2022, l'incidence des potentielles incompatibilités résultant du stockage de ces différents produits au sein d'une même rétention.